

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Objet du marché

Diagnostic assainissement : identification des réseaux AEP/EU/EP sur plan, hydrocurage et inspection caméra pour le site de la DDTM de Carcassonne (11)

TABLE DES MATIERES

ARTICLE I. OBJET ET CONDITIONS DE LA CONSULTATION	3
1.1 - CONTEXTE ET OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
1.2 - MAITRE D'OUVRAGE – MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE.....	3
1.3 – LIEU D'EXECUTION	3
ARTICLE II. ETENDUE DES PRESTATIONS ATTENDUES.....	4
2.1 - PERIMETRE DE LA MISSION	4
2.1 – Identification des réseaux AEP/EP/EU et relevé sur plan AutoCAD.....	4
2.2 – HYDROCURAGE DES RESEAUX EP/EU DU SITE	5
2.2 – Inspection cameras DES RESEAUX et elaboration d'un rapport	5
ARTICLE III. MODALITES ET DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	6
3.1 – MODALITES D'EXECUTION DE LA MISSION.....	6
3.2 - DELAIS D'EXECUTION DE LA MISSION.....	6
ARTICLE IV. PENALITES.....	6
5.1- PENALITES DE RETARD	6
5. 2 - PRIME D'AVANCE	7
ARTICLE V. REGLEMENT DES COMPTES.....	7
6.1- FORME DES PRIX.....	7
6.2- REGLEMENT DES COMPTES.....	7

ARTICLE I. OBJET ET CONDITIONS DE LA CONSULTATION

1.1 - CONTEXTE ET OBJET DE LA CONSULTATION

Des travaux de rénovation lourde (densification et énergétique) sont programmés sur les bâtiments de la DDTM11 de Carcassonne, ainsi que ses espaces extérieurs (réseaux, stationnement...).

Pour mener à bien cette opération, le maître d'ouvrage a besoin au préalable d'identifier, nettoyer et inspecter les réseaux AEP/EU/EP présents sur site.

La présente consultation concerne ainsi l'établissement d'un marché pour :

- Identification des réseaux AEP / EP/ EU et relevé sur plan AutoCAD
- Hydrocurage des réseaux EP/EU
- Inspection caméra de l'état des réseaux extérieurs et sous vide sanitaire
- Rapport de diagnostic précisant l'état des réseaux, dysfonctionnements observés et recommandations sur les travaux à entreprendre

1.2 - MAITRE D'OUVRAGE – MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE

- Le maître d'ouvrage de l'opération est la Préfecture de l'Aude
- La maîtrise d'ouvrage déléguée de l'opération a été confiée à l'Agence de Gestion de l'Immobilier de l'État, AGILE.

1.3 – LIEU D'EXECUTION

DDTM 11 - Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude
105 boulevard Barbès - 11000 Carcassonne

ARTICLE II. ETENDUE DES PRESTATIONS ATTENDUES

2.1 - PERIMETRE DE LA MISSION



Sont concernées par le relevé, hydrocurage et inspection des réseaux AEP, EP, EU, les parcelles cadastrales constitutives du foncier de la DDTM 11 (parcelle n° 22, 23 et 305) détournées ci-dessus (et leurs abords immédiats) représentant environ 5750m².

Il conviendra également de vérifier l'état de la canalisation EU dans les vides sanitaires (barre).

2.1 – IDENTIFICATION DES RESEAUX AEP/EP/EU ET RELEVÉ SUR PLAN AUTOCAD

Le plan des réseaux extérieurs fourni sera complété par le repérage de l'ensemble des réseaux extérieurs AEP, EP, EU :

- Reconnaissance des réseaux : Localisation des réseaux enterrés à l'aide d'outils de détection adaptés (électromagnétique, radar, passage caméras etc.).
- Identification des dimensions et matériaux des conduites.
- Mesure des altimétries et/ou profondeurs (terrain, fil d'eau...), positions géographiques des éléments principaux : regards, avaloirs, canalisations, sorties, etc.

Remarques :

- Des réseaux EU sont présents au niveau de la rue du cherche midi (cf. ancien plan PDF)
- Les diamètres d'arrivée des réseaux AEP doivent être identifiés pour la création d'un poteau sécurité incendie
- « a priori » l'EU des modulaires est évacué dans un réseau EP : à confirmer et proposer les actions correctives éventuelles

Livrable : Le plan des réseaux extérieurs fourni au format DWG sera complété de ces éléments identifiés (réseaux EP, EU, AEP),

2.2 – HYDROCURATION DES RESEAUX EP/EU DU SITE

Le prestataire prévoira un hydrocurage des réseaux, préalable à l'inspection caméras :

- Nettoyage mécanique et hydrodynamique : réalisation d'un hydrocurage à haute pression adapté aux dimensions et matériaux des canalisations.
- Évacuation des éventuels déchets collectés (boues, gravats, déchets solides).

Remarque : des problèmes d'évacuations ont déjà été rencontrés au niveau de l'évacuation des modulaires.

Livrable : Fourniture d'un rapport d'intervention mentionnant les techniques utilisées, les volumes curés et les observations faites.

2.3 – INSPECTION CAMERAS DES RESEAUX ET ELABORATION D'UN RAPPORT

Le prestataire procédera à l'inspection par passage caméras (ou autre solutions) des réseaux EP/EU du site.

Il inspectera également les réseaux EU « horizontal » situés dans les vides sanitaires (bâtiment principal).

Prestations attendues :

- Inspection caméras des canalisations pour évaluer visuellement l'état structurel et fonctionnel des réseaux et repérage d'anomalies comme :
 - Fissures ou effondrements.
 - Infiltrations ou exfiltrations.
 - Encrassement persistant ou racines invasives...
- Proposer un diagnostic précis pour planifier des réparations ciblées ou des travaux de réfections nécessaires.
 - Prioriser les actions correctives ou préventives nécessaires (réparations, remplacement, mise aux normes) pour réduire les risques de dysfonctionnement futur.

Livrable : Rapport technique détaillé avec photos, plans annotés et préconisations.

ARTICLE III. MODALITES ET DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

3.1 – MODALITES D'EXECUTION DE LA MISSION

Quelle que soit la prestation à réaliser, il appartiendra au titulaire de juger des modalités et techniques à mettre en œuvre au vu du contexte rencontré. Il aura notamment en charge la mise à disposition des équipements qu'il estime les plus adaptés pour la réalisation des prestations du présent marché.

De façon générale, les relevés sur plans et leur rendu sur plans informatique seront conformes aux règles de l'art, aux normes, aux différents documents contractuels, code des marchés publics, aux règles de la construction, lois, décrets, arrêtés et leurs circulaires d'application dont les textes sont en vigueur à la date d'établissement des prix.

Les prestations seront notamment conformes au :

- Décret n° 2019-165 du 5 mars 2019 relatif au système national de référence de coordonnées
- Pour le relevé des réseaux extérieurs à l'arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution et ses différents guides d'application.

A ce titre, le titulaire devra justifier d'une certification en géoréférencement et détection de réseaux pour les prestations correspondantes.

3.2 - DELAIS D'EXECUTION DE LA MISSION

2 mois à compter de la notification du marché.

ARTICLE IV. PENALITES

5.1- PENALITES DE RETARD

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG/PI, les pénalités de retard sont plafonnées à 20% du montant hors taxe du marché (amendé des avenants éventuels).

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/PI, les pénalités sont dues dès le 1er euro.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/PI, le montant des pénalités est fixé tels que définis ci-dessous :

- **Pénalité pour absence à une réunion ou à un rendez-vous** : Pour toute absence non excusée à une réunion, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire fixée à **200 € HT**
- **Pénalité pour retard dans la remise des documents** : En cas de retard constaté dans la remise d'un document demandé par le maître d'ouvrage, une pénalité forfaitaire de **200 € HT** est appliquée à laquelle s'ajoute **60 € HT par jour calendaire de retard supplémentaire**.

- **Pénalité pour incomplétude des documents** : Lorsque les prestations ne sont pas conformes aux exigences du CCTP et en l'absence de justification recevable, le maître d'ouvrage considèrera que le délai n'est pas respecté et appliquera la pénalité pour retard dans la remise de document.
- **Pénalité pour retard dans les corrections et/ou les précisions demandées** : En cas de retard dans les corrections ou les demandes de précisions faites par le maître d'ouvrage, une pénalité de **60 € HT par jour calendaire de retard** sera appliquée à compter de la date de remise fixée par le maître d'ouvrage.

Les samedis, dimanches et jours fériés sont pris en compte dans les pénalités applicables par jour calendaire.

5. 2 - PRIME D'AVANCE

L'avance sur le calendrier détaillé d'exécution ou sur le délai global d'exécution ne donnera droit à aucune prime.

ARTICLE V. REGLEMENT DES COMPTES

6.1- FORME DES PRIX

Les prix du marché sont fermes.

6.2- REGLEMENT DES COMPTES

Les prestations seront réglées après admission des prestations par le représentant du pouvoir adjudicateur.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles sur le site suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Le SIRET, n° d'engagement juridique et code service seront fournis ultérieurement au titulaire du marché.

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, outre les autres mentions prévues à l'article 1 du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, les informations suivantes :

- Le numéro de marché ;
- Le numéro de SIRET du titulaire du marché ;
- Le code du service exécutant de la dépense qui sera transmis par le service ordonnateur à la suite de la notification du marché ;
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) qui sera transmis par le service ordonnateur à la suite de la notification du marché.

Lorsque le titulaire remet au maître d'ouvrage une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement prennent la forme de factures et comportent les indications suivantes complémentaires :

- La date du marché ;
- Les prestations exécutées ;
- La date d'exécution des prestations ;
- Le montant HT des prestations exécutées ;
- Le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- Le montant total des prestations ;
- Les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;

En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;

En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.